

Arrêté n° SEREF-2024-04-15-001
portant déclaration d'intérêt général et valant
accord sur déclaration au titre du Code de
l'environnement relatif à la mise en défend
(4,7 km de cours d'eau) par la création de
8 passerelles à vaches, une passerelle tracteur et
de 16 abreuvoirs

Communes de Saint-Lothain et Miéry

LE PRÉFET DU JURA
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 120-1, L. 123-19-2, D. 123-46-2, L. 214-1 à 6, L. 435-5 et les articles R. 214-1 et suivants et R. 434-34 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de justice administrative ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 151-36 à L. 151-40 ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics, et notamment l'article 3, auquel l'article L. 151-37 du Code rural et de la pêche maritime fait référence ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet du Jura, Monsieur Serge CASTEL

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée (PGRI 2022-2027) ;

Vu l'arrêté préfectoral de protection de biotope de l'écrevisse à pattes blanches et de la faune patrimoniale associée du 1^{er} juillet 2009 ;

Vu l'arrêté n°2024-01-18-001 du 18 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas FOURRIER, directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu l'arrêté n°2024-02-06-001 du 6 février 2024 portant subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu la déclaration de travaux valant déclaration d'intérêt général déposée le 14 mars 2024, présentée par l'EPAGE Seille et affluents, et relative à la mise en défend de cours d'eau (4,7 km de cours d'eau), par la création de 8 passerelles à vaches, une passerelle tracteur et de 16 abreuvoirs, sur les communes de Saint-Lothain et Miéry ;

Vu l'avis de l'OFB en date du 4 avril 2024 ;

Vu l'avis du groupe de travail APPB écrevisses en dates des 20 mars et 10 avril 2024 ;

Considérant que l'application des prescriptions du présent arrêté permettra de garantir l'absence d'incidences négatives significatives temporaires et permanentes sur le milieu aquatique ;

Considérant que les travaux projetés présentent un caractère d'intérêt général en vertu du point 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement ;

Considérant que dans ce dossier, la demande de déclaration d'intérêt général est dispensée d'enquête publique conformément à l'article L. 151-37 du Code rural et de la pêche maritime dispensant d'enquête publique, sous certaines conditions, les travaux d'entretien et de restauration des milieux aquatiques ;

Considérant que le projet répond aux dispositions de la directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 visant à l'atteinte du bon état écologique à l'échéance 2027 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Objet de l'accord et de la déclaration d'intérêt général

L'EPAGE Seille et affluents peut, dans les conditions fixées au présent article, effectuer les travaux relatifs à la mise en défend de 4,7 km de cours d'eau, par la création de 8 passerelles à vaches, d'une passerelle tracteur et de 16 abreuvoirs, sur les communes de Saint-Lothain et Miéry.

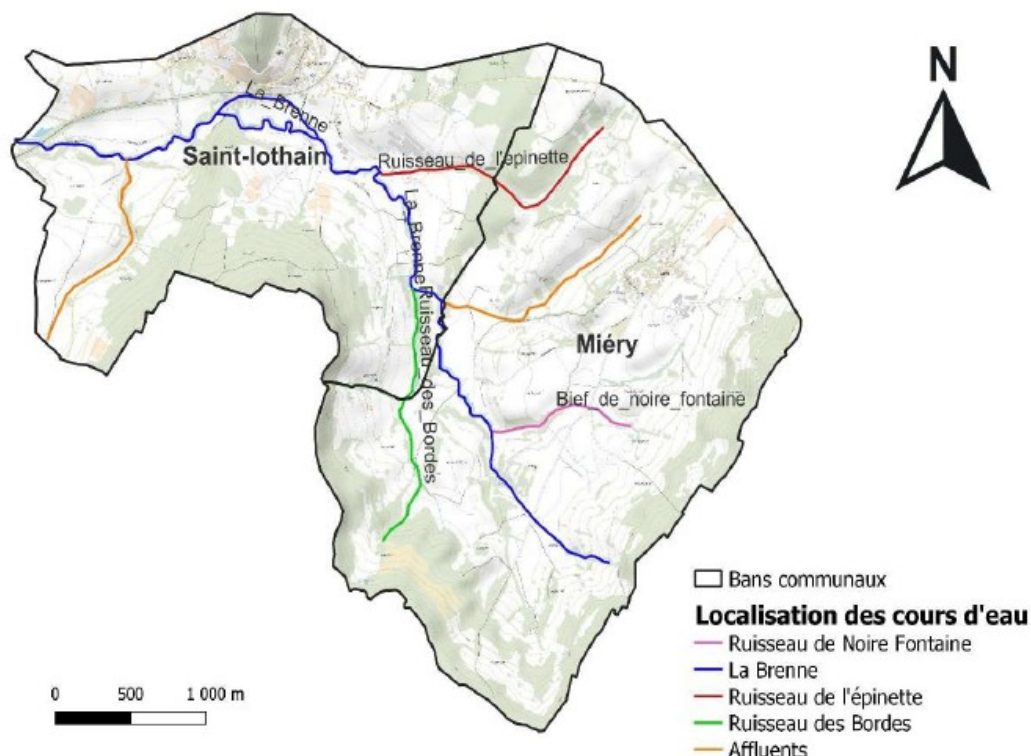
Ces travaux sont déclarés d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement et régulièrement déclarés au titre de la rubrique suivante de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration, annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, prise en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 dudit code :

| RUBRIQUE | INTITULE | RÉGIME | ARRÊTÉS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES CORRESPONDANT |
|----------|---|-------------|--|
| 3.1.2.0 | ☐ Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur inférieure à 100 m | Déclaration | <i>Arrêté du 28 novembre 2007 NOR : DEVO0770062A</i> |
| 3.1.5.0 | ☐ Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens. | Déclaration | <i>Arrêté du 30 septembre 2014</i> |

Article 2 : localisation et descriptif des travaux

Les travaux consistent à réaliser la mise en défend de 4,7 km de cours d'eau, la création de 8 passerelles à vaches, d'une passerelle tracteur et de 16 abreuvoirs, sur les communes de Saint-Lothain et Miéry.

La localisation des travaux est indiquée sur les cartes ci-après :



La liste des propriétaires concernés par les travaux est jointe en annexe 1.

Article 3 : Prescriptions particulières

1 – Dispositions générales

L'ensemble des travaux concernés par le présent arrêté devra être réalisé selon le descriptif technique et les plans du dossier de déclaration de travaux et de déclaration d'intérêt général présenté par l'EPAGE Seille et affluents en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

En tout état de cause, toutes les dispositions devront être prises par le pétitionnaire pour réduire les incidences de l'opération sur l'eau et les milieux aquatiques.

Les prescriptions seront intégrées dans les cahiers des clauses techniques particulières des dossiers de consultation des entreprises et le présent arrêté devra être notifié par le pétitionnaire à son maître d'œuvre et aux différentes entreprises intervenant sur le chantier.

2 – Dispositions particulières en phase travaux

2.1- Prévention et traitement des pollutions accidentelles

Toutes les mesures et tous les moyens doivent être pris pour prévenir et traiter l'effet d'une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines.

2.2- Prescriptions générales pour les travaux

2.2.1 : principes généraux

- les services compétents (SD de l'OFB, DDT...) sont invités aux réunions de chantier et sont destinataires des compte-rendus ;
- les travaux sont réalisés, de manière sélective, sur les secteurs identifiés dans le dossier de déclaration, afin de respecter les équilibres biologiques ;
- toutes les précautions sont prises afin de ne pas générer de pollution des eaux superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, hydrocarbures ou autres substances indésirables ;
- la zone de stationnement et d'approvisionnement en carburant des engins doit être équipée d'un kit anti-pollution. Cette zone est étanche et située à l'écart des travaux.
- Les interventions sur la végétation sont réalisées hors période sensible.
- Aucun arbre à cavité n'est coupé.

2.2.2 : travaux en cours d'eau

- les travaux en cours d'eau ont lieu entre le 1^{er} juin et le 1^{er} novembre ;
- une attention particulière est portée sur la gestion des matières en suspension (MES) en phase chantier ; un filtre botte de maille est mis en place en aval de la zone travaillée ;
- des déflecteurs sont mis en place pour dévier l'eau en phase travaux : ceux-ci sont réalisés avec des big-bag plutôt qu'avec de la terre pour éviter les MES ;
- en cas de présence d'écrevisses au niveau des zones de travaux (pour la création des abreuvoirs notamment), une pêche de sauvetage préalable est réalisée ;
- le matériel en contact avec l'eau (y compris les bottes ou waders) pour la mise en place des aménagements est désinfecté préalablement.

Le déclarant peut débiter les travaux dès réception de cet arrêté, sous réserve de prévenir au moins 8 jours avant le début des travaux :

- le service police de l'eau (Mme JOUAN Emilie – ddt-seref-pe@jura.gouv.fr - tél. : 03 84 86 80 87)
- le service départemental de l'OFB du Jura (sd39@ofb.gouv.fr) afin d'apprécier l'opportunité d'une pêche électrique. Le cas échéant, elle serait à la charge du déclarant.
- et de faire valider par le service départemental de l'OFB du Jura une éventuelle réduction ou modification de la période de frai retenue.

Article 3 : Montant des travaux - financements

Le budget estimatif des travaux s'élève à 340 000 € HT.

Le projet est financé par l'Agence de l'eau RMC, la région Bourgogne Franche-Comté et le reste à charge est financé par l'EPAGE.

Article 4 : Durée de validité de la déclaration d'intérêt général – délais

La présente déclaration d'intérêt général a une validité de cinq ans. Elle deviendra caduque si les travaux qu'elle concerne n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel dans un délai de deux ans à compter de la parution de cet arrêté.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer, dans les délais fixés, aux dispositions du présent arrêté, le préfet pourra prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions relatives aux contraventions et délits en matière de police de l'eau ou de la pêche.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions du présent arrêté, le pétitionnaire changerait les caractéristiques des ouvrages sans y avoir été préalablement autorisé.

Article 5 : Servitude de passage

Conformément aux dispositions prévues à l'article L. 215-18 du Code de l'environnement, Pendant la durée des travaux les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et les agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation de travaux, dans la limite d'une largeur de six mètres.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et jardins attenant aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

La servitude instituée au premier alinéa s'applique autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et plantations existants.

Article 6 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 7 : Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Il appartiendra au pétitionnaire d'obtenir auprès des propriétaires les autorisations nécessaires à la réalisation de tout ou partie des travaux.

Article 8 : Publication et information des tiers

La présente décision sera affichée dans les mairies des communes concernées pendant au moins un mois et au moins 10 jours avant le début des opérations. Elle sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le Jura.

Article 9 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur départemental des territoires du Jura, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité et le commandant du groupement de gendarmerie du Jura sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au permissionnaire.

Lons-le-Saunier, le 15 avril 2024

Pour le directeur départemental et par délégation,
La cheffe du bureau de l'eau,


Nadine PONCET

Délais et voies de recours

Le présent récépissé peut être déféré à la juridiction administrative¹ :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-5 à L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

(1) Devant le tribunal administratif de Besançon (30, rue Charles Nodier 25 044 BESANCON Cedex). Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

ANNEXE 1 : liste des propriétaires privés concernés par le projet :

| NUMERO | SECTION | NOM_COM | CODE_COM | PARCELLE | PRO_civil | PRO_NOM | PRO_PRENOM | Exploitant |
|--------|---------|---------------|----------|-------------|-----------|-------------------------------|----------------------------|---------------------|
| 1 | AK | Miéry | 330 | AK0001 | Monsieur | BOURGEOIS | JOSE | GAEC Revermont |
| 107 | AI | Miéry | 330 | AI0107 | Madame | BERTHELIER | NICOLE | GAEC Curtil d'osier |
| 109 | AI | Miéry | 330 | AI0109 | Monsieur | MAZO | CLAUDE | GAEC Curtil d'osier |
| 16 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0016 | Madame | PICAUD | JACQUELINE | GAEC Sileze |
| 18 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0018 | Monsieur | PICAUD | ALAIN | GAEC Sileze |
| 186 | AI | Miéry | 330 | AI0186 | Monsieur | MAITREJEAN | ALAIN | GAEC Curtil d'osier |
| 206 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0206 | Madame | ROY | MARIE CHRISTINE | GAEC Revermont |
| 22 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0022 | Monsieur | HUMBERT | IRENEE | Irenee humber |
| 23 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0023 | Monsieur | HUMBERT | IRENEE | Irenee humber |
| 24 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0024 | Monsieur | QUINAUX | LOUIS | GAEC Sileze |
| 25 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0025 | Monsieur | QUINAUX | LOUIS | GAEC Sileze |
| 26 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0026 | Madame | DUFOUR | MARTINE | GAEC Sileze |
| 28 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0028 | Monsieur | BONNOT | THIERRY | GAEC Sileze |
| 29 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0029 | Madame | BONNOT | JOELLE | GAEC Sileze |
| 30 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0030 | Madame | BONNOT | JOELLE | GAEC Sileze |
| 310 | AI | Miéry | 330 | AI0310 | Monsieur | GOISSEAUD | PHILIPPE JEAN-CLAUDE SIMON | Irenee humber |
| 311 | AI | Miéry | 330 | AI0311 | Monsieur | GOISSEAUD | PHILIPPE JEAN-CLAUDE SIMON | Irenee humber |
| 314 | AI | Miéry | 330 | AI0314 | Monsieur | REGARD | MARCEL | GAEC Revermont |
| 324 | AI | Miéry | 330 | AI0324 | Monsieur | REGARD | MARCEL | GAEC Revermont |
| 343 | AK | Miéry | 330 | AK0343 | Monsieur | POUX | REGIS | Poux |
| 347 | AK | Miéry | 330 | AK0347 | Monsieur | HUMBERT | THOMAS | GAEC Curtil d'osier |
| 348 | AK | Miéry | 330 | AK0348 | Madame | BERTHELIER | NICOLE | GAEC Curtil d'osier |
| 349 | AK | Miéry | 330 | AK0349 | Madame | DE BUHREN | GENEVIEVE | Poux |
| 350 | AK | Miéry | 330 | AK0350 | Madame | DE BUHREN | GENEVIEVE | Poux |
| 355 | AK | Miéry | 330 | AK0355 | | DU BND 330 AK0355 | | Poux |
| 357 | AK | Miéry | 330 | AK0357 | Madame | BERTHELIER | NICOLE | GAEC Curtil d'osier |
| 369 | AK | Miéry | 330 | AK0369 | Monsieur | MAITREJEAN | CHRISTOPHE | Poux |
| 423 | AK | Miéry | 330 | AK0423 | Monsieur | MICHELET | MARCEL LOUIS NOEL | Irenee humber |
| 424 | AK | Miéry | 330 | AK0424 | Monsieur | MICHELET | MARCEL LOUIS NOEL | Irenee humber |
| 425 | AK | Miéry | 330 | AK0425 | Monsieur | MICHELET | MARCEL LOUIS NOEL | Irenee humber |
| 426 | AK | Miéry | 330 | AK0426 | Monsieur | MICHELET | MARCEL LOUIS NOEL | Irenee humber |
| 440 | AK | Miéry | 330 | AK0440 | Madame | NICOLE | MARIE CLAIRE | GAEC Bascule |
| 55 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0055 | Madame | COURREAU | ANIE MICHELINE FERNANDE | Irenee humber |
| 61 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0061 | Madame | TAIN | MONIQUE | Irenee humber |
| 63 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0063 | Monsieur | HUMBERT | IRENEE | Irenee humber |
| 64 | AI | Miéry | 330 | AI0064 | Monsieur | HUMBERT | THOMAS | GAEC Curtil d'osier |
| 64 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0064 | Monsieur | HUMBERT | IRENEE | Irenee humber |
| 65 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0065 | Monsieur | REGARD | MARCEL | GAEC Revermont |
| 66 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0066 | | ASS FONCIERE DE SAINT LOTHAIN | | AF |
| 67 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0067 | Madame | COURREAU | ANIE MICHELINE FERNANDE | Irenee humber |
| 68 | AI | Miéry | 330 | AI0068 | Madame | DE BUHREN | GENEVIEVE | GAEC Curtil d'osier |
| 68 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0068 | Madame | NICOLE | MARIE CLAIRE | GAEC Bascule |
| 69 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0069 | Monsieur | ROSAIN | YVES | GAEC Bascule |
| 72 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0072 | Monsieur | REGARD | MARCEL | GAEC Revermont |
| 74 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0074 | Monsieur | REGARD | MARCEL | GAEC Revermont |
| 9 | AI | Miéry | 330 | AI0009 | Monsieur | MAITREJEAN | ALAIN | GAEC Revermont |
| 338 | AI | Miéry | 330 | 39330AI0338 | AI0338 | Monsieur | REGARD | Irenee humber |
| 316 | AI | Miéry | 330 | 39330AI0316 | AI0316 | Monsieur | REGARD | GAEC Revermont |
| 27 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0027 | Monsieur | PICAUD | SEBASTIEN | GAEC Sileze |

| | | | | | | | | |
|-----|----|---------------|-----|--------|----------|------------|------------------------|---------------------|
| 15 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0015 | Monsieur | PICAUD | ALAIN | GAEC Sileze |
| 65 | AI | Miéry | 330 | AI0065 | Monsieur | HUMBERT | THOMAS | GAEC Curtil d'osier |
| 52 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0052 | Monsieur | PICAUD | ALAIN | GAEC Sileze |
| 14 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0014 | Monsieur | PICAUD | ALAIN | GAEC Sileze |
| 1 | AI | Miéry | 330 | AI0001 | Monsieur | ROSAIN | YVES | GAEC Bascule |
| 19 | ZM | Saint-Lothain | 489 | ZM0019 | Monsieur | RICHARD | BRUNO JACQUES ANDRE | Irenee humber |
| 339 | AK | Miéry | 330 | AK0339 | Monsieur | MAITREJEAN | ALAIN | GAEC Curtil d'osier |
| 340 | AK | Miéry | 330 | AK0340 | Monsieur | MAITREJEAN | ALAIN | GAEC Curtil d'osier |